Dépenser ou épargner?

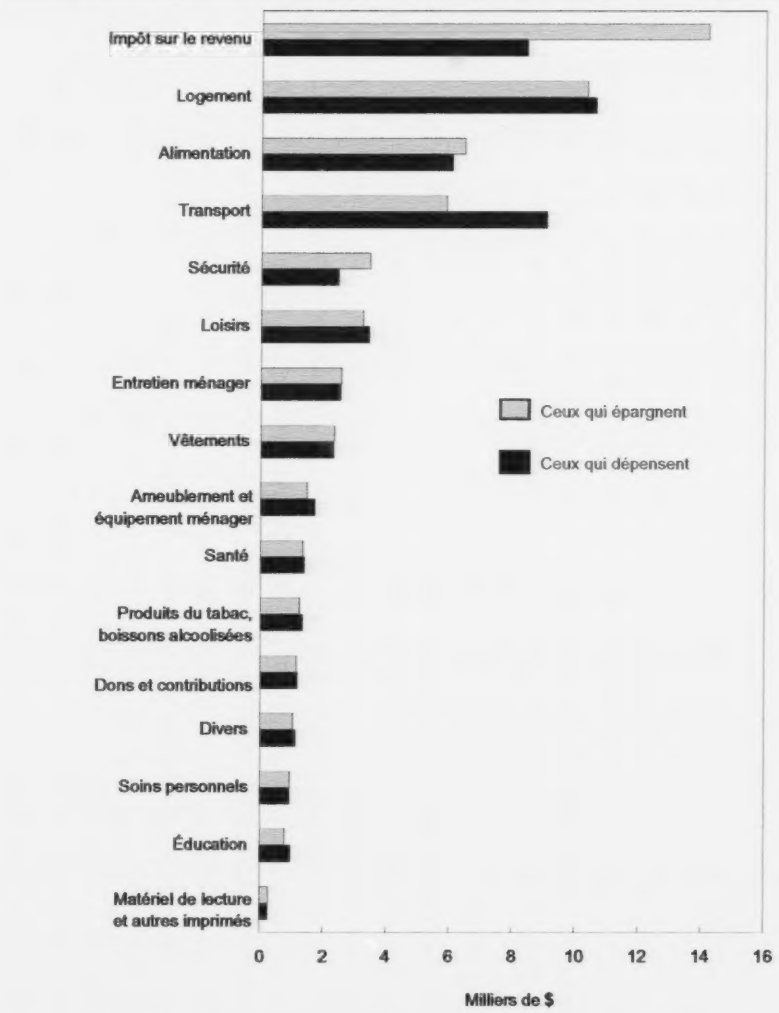
Raj K. Chawla et Ted Wannell

Depuis plusieurs années, le taux d'épargne national se maintient à des niveaux historiquement faibles. Cette baisse de l'épargne a donné lieu à des inquiétudes au sujet de la résistance de la macroéconomie, puisque la croissance est de plus en plus liée aux dépenses de consommation financées par emprunt. Nombre d'observateurs trouvent aussi préoccupant le bilan des ménages, la croissance soutenue de la dette ayant rapidement dépassé celle des gains. Les ratios records de la dette au revenu qui en résultent rendent les ménages plus vulnérables aux interruptions du revenu.

Alors que les indicateurs macroéconomiques peuvent donner l'impression que l'économie toute entière est de nature cyclique, il importe de reconnaître la variabilité que sous-tendent les moyennes. Bon nombre de ménages épargnent, mais un nombre croissant d'entre eux passent « dans le rouge » et dépensent plus qu'ils ne gagnent en une année. Le présent article porte sur la distinction entre ceux qui épargnent et ceux qui dépensent (voir *Sources des données et définitions*). Il traite de l'évolution des

Les auteurs sont au service de la Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail. On peut joindre Raj Chawla au (613) 951-6901, Ted Wannell au (613) 951-3546, ou bien l'un ou l'autre à perspective@statcan.ca.

Les épargnants paient plus d'impôts sur le revenu et dépensent moins en transport.



Source : Enquête sur les dépenses des ménages, 2001

habitudes d'épargnes et de dépenses entre 1982 et 2001, puis des différences liées aux caractéristiques et aux habitudes de dépenses entre les ménages qui épargnent et ceux qui dépensent (graphique). Les principaux objectifs visent à souligner les facteurs tant macroéconomiques que microéconomiques qui ont contribué à la baisse du taux d'épargne, ainsi qu'à démontrer la vulnérabilité financière des ménages qui dépensent.

Un récit édifiant de deux périodes

Les changements à long terme des habitudes de dépenses sont évidents en une génération (entre 20 et 25 ans), soit une période suffisamment longue pour permettre d'observer l'évolution ayant trait à la démographie, à la population active et à la technologie. Deux changements démographiques à long terme qui contribuent au vieillissement de la population s'observent

Évolution des technologies et des goûts

En plus des facteurs macroéconomiques qui semblent stimuler les dépenses, une panoplie de nouveaux produits et services peuvent également inciter à la dépense. Les technologies qui étaient rares ou non existantes en 1982 — ordinateurs personnels, téléphones cellulaires, magnétoscopes, lecteurs de disques compacts ou de DVD, Internet, consoles de jeux vidéo, caméras numériques — sont maintenant choses courantes. Bon nombre de ces appareils électroniques suivent une courbe d'évolution selon laquelle les caractéristiques et la qualité du produit s'améliorent rapidement par rapport au prix, d'où son court cycle de vie. Cela pousse les consommateurs à se procurer fréquemment des produits plus perfectionnés.

La possession de ces appareils technologiques n'est pas source de différences importantes entre ceux qui dépensent et ceux qui épargnent. Elle témoigne plutôt de la croissance rapide de la technologie au cours de l'intervalle d'une génération. Les ordinateurs de bureau, au cœur de la révolution technologique, ne se retrouvaient que chez ceux qui en étaient passionnés en 1982, alors qu'ils étaient présents dans la majorité des foyers en 2001. De même, brancher ces ordinateurs à l'Internet était inusité (et n'a même pas fait l'objet d'une mesure en 1982), tandis qu'en 2001, environ la moitié de l'ensemble des ménages l'avait fait. Presque autant de ménages possédaient un téléphone cellulaire en 2001.

En 2001, certaines nouvelles technologies ont commencé à faire leur place dans des catégories qu'avait saturées un courant technologique précédent. Par exemple, les DVD sont en voie de supplanter rapidement les vidéocassettes. Un peu moins du cinquième des ménages avaient un lecteur DVD en 2001, passant à plus de la moitié en 2003. Malgré une trajectoire plus modeste que celle des DVD, les antennes paraboliques se retrouvaient chez 18 % des ménages en 2001, faisant ainsi concurrence à la câblodistribution.

Outre ces nouveaux gadgets, le goût d'avoir plus de confort et de commodités à la maison s'est beaucoup accentué au cours des 20 dernières années. Sept fois plus de ménages possédaient un four à micro-ondes et cinq fois plus avaient un appareil de climatisation central, alors que c'est le double de ménages qui bénéficiaient d'un lave-vaisselle. Même les traditionnelles machines à laver et sécheuses ont connu une croissance notable pendant cette période.

Possession d'équipement technologique ou ménager*

	Ensemble des ménages		Ceux qui dépensaient		Ceux qui épargnaient	
	1982	2001	1982	2001	1982	2001
			%			
Ordinateur personnel	2,5	59,7	2,1	59,1	2,7	60,2
Internet	..	49,3	..	48,4	..	50,2
Appareil vidéo	10,0	91,5	10,0	91,3	10,0	91,7
Câblodistribution	50,9	68,3	50,4	66.1	51,3	70,2
Antenne parabolique	..	18,2	..	18.0	..	18,4
Lecteur DVD	..	19,6	..	19.1	..	20,0
Lecteur de disques compacts	..	70,7	..	70,3	..	71,1
Téléphone cellulaire	..	47,5	..	47,8	..	47,2
Appareil de climatisation central	4,8	23,0	3,8	20,4	5,4	25,1
Lave-vaisselle	23,5	51,8	22,4	48,6	24,2	54,5
Four à micro-ondes	12,0	91,3	11,0	90,5	12,6	92,0
Sécheuse	61,9	75,2	58,9	71,9	63,7	78,0
Machine à laver	75,0	80,5	70,4	77,0	77,9	83,6

Sources : Enquête sur les dépenses des familles, 1982; Enquête sur les dépenses des ménages, 2001
** À la fin décembre de l'année de référence.*

durant la période allant du début des années 1980 au début des années 2000 : la baisse du taux de natalité et la hausse de l'espérance de vie. La participation des femmes au marché du travail a également continué d'augmenter. Des produits informatiques, de communication et de consommation innovateurs, qui suscitaient d'abord la curiosité, sont devenus en peu d'années des produits d'usage courant (voir *Évolution des technologies et des goûts*). Tous ces facteurs ont contribué à une évolution constante des habitudes de dépenses (voir aussi Harchaoui et Tarkhani, 2004).

D'autre part, certains changements à l'égard des dépenses peuvent être liés aux perturbations cycliques de l'économie attribuables à des facteurs comme la perte d'emploi et les fluctuations des taux d'intérêt. Le début des années 1980 a été caractérisé par une récession courte mais prononcée en 1981-1982, tandis que le début des années 2000 a connu une longue période d'expansion économique qui n'a marqué qu'un léger temps d'arrêt en 2001. Le chômage, qui s'établissait à 11,0 % en 1982 comparativement à 7,2 % en 2001, peut entraîner une réduction des dépenses des ménages, mais cet effet est atténué par plusieurs facteurs. Une partie des dépenses sont « fixes », par exemple, les versements hypothécaires, les autres prêts, les services publics et les aliments consommés à la maison. Les prestations d'assurance-emploi (a.-e.) peuvent amortir le choc de la perte de revenu. En outre, les épargnes ou le crédit peuvent être utilisés pour stabiliser la consommation au cours d'une brève période de chômage.

Les marchés du crédit et de l'épargne étaient très différents durant l'une et l'autre période. Au début des années 1980, l'inflation, les taux d'intérêt nominaux et les taux d'intérêt réels étaient tous très élevés, tandis que la situation était exactement le contraire au début des années 2000[1]. Dans une certaine mesure, ce profond changement semble représenter un changement à moyen terme (ou à long terme) dans la conjoncture plutôt qu'une fluctuation cyclique. Le changement dans la conjoncture semble avoir haussé le *niveau* des dépenses par rapport aux gains mais son incidence sur la *répartition* des dépenses et la stabilisation de la consommation est moins définie. Suffisamment de changements sont survenus au cours de ces 20 ans — nouvelles gammes de produits, changements des prix relatifs, des impôts sur le revenu et des régimes de sécurité, pour n'en nommer que quelques-uns — pour qu'on utilise dans cet article une approche essentiellement empirique concernant l'évolution des dépenses, en faisant parfois référence aux cycles de vie démographiques pour mettre en contexte l'analyse.

Enfin, les points de comparaison exacts dépendent des données d'enquête disponibles. Au début des années 1980, les enquêtes sur les dépenses étaient menées tous les quatre ans (1982, 1986). L'enquête existante sur les dépenses des ménages est menée chaque année depuis 1997, et les données de 2001 étaient les dernières disponibles au début de la présente étude. Ainsi, pour satisfaire au critère de l'intervalle d'une génération, on a choisi les années 1982 et 2001.

Taux d'épargne en baisse

Le taux d'épargne officiel selon le Système de comptabilité nationale (SCN) est simplement la différence entre le montant que les ménages touchent sous forme de revenu et leurs dépenses en ce qui a trait à l'impôt et à leur consommation personnelle. Pour chaque dollar de revenu personnel reçu en 1982, les Canadiens ont payé 20 cents en impôts et retenues, consacré 63 cents aux dépenses personnelles de consommation et épargné les 17 cents restants. En 2001, les impôts et retenues représentaient 25 cents et les dépenses personnelles de consommation, 71 cents, laissant une épargne de 3 cents seulement. Comme on l'a déjà mentionné, des facteurs cycliques peuvent influer sur les chiffres annuels mais les grandes tendances qui se dégagent sont claires : les Canadiens consacrent maintenant une plus grande part de leur revenu aux impôts et aux dépenses personnelles de consommation qu'il y a une génération et, par conséquent, ils épargnent une part plus petite de leur revenu.

Une plus faible possibilité d'épargne se traduit par un recours accru au revenu courant et à l'emprunt pour l'achat de biens de consommation ou de placements. L'achat d'une résidence est le plus important investissement fait par la plupart des familles. Alors que la proportion des ménages propriétaires d'une résidence a légèrement progressé au cours de la période étudiée, passant de 61 % à 64 %, le SCN permet de démontrer que la dette hypothécaire des ménages a fortement augmenté, passant de 174,1 milliards de dollars à 447,2 milliards de dollars (en dollars de 2001)[2]. De même, selon les estimations tirées du SCN, les prêts personnels non remboursés (montant dû sur toutes les cartes de crédit, autres prêts personnels, factures impayées, etc.) ont connu une forte hausse, passant de 84,1 milliards de dollars à 203,8 milliards de dollars. Par conséquent, la dette totale des ménages a fortement grimpé, passant de 258,2 milliards de dollars en 1982 à 651,0 milliards de dollars en 2001, ce qui représente une hausse de 152 % comparativement à une hausse de seulement 42 % du revenu disponible.

Ainsi, le ratio de la dette au revenu est passé de 55 % à 97 %. Calculée par habitant, la dette a doublé, passant de 10 300 $ à 20 900 $.

Hausse de la proportion de ceux qui dépensent et de l'écart au chapitre des dépenses

La baisse du taux d'épargne s'est accompagnée d'une augmentation du nombre des ménages dont les dépenses pour l'année excédaient leur revenu. En 1982, 39 % des 8,4 millions de ménages ont fait des dépenses dont le montant était supérieur à leur revenu avant impôt (tableau 1). En 2001, le nombre de ménages était passé à 11,7 millions, dont 47 % se classaient dans la catégorie de ceux qui dépensaient.

Dans l'ensemble, les dépenses totales des ménages qui épargnent par rapport à ceux qui dépensent sont très semblables. En 1982, les dépenses des ménages qui dépensaient étaient en réalité légèrement supérieures à celles des ménages qui épargnaient, même si leur revenu était de 28 % inférieur. En 2001, les ménages qui épargnaient ont dépensé environ 3 000 $ de plus que les ménages qui dépensaient et l'écart au chapitre du revenu s'est élargi, passant à 35 %. Ainsi, la différence entre ceux qui épargnent et ceux qui dépensent tient principalement au revenu.

Étant donné que le revenu moyen de ceux qui épargnent est plus élevé que celui de ceux qui dépensent, on pourrait s'attendre à ce que la proportion des épargnants augmente avec le revenu, ce qui est

Tableau 1 : Proportion de ceux qui dépensaient parmi les ménages

	Âge de la personne repère							
	1982				2001			
	Total	<45	45 à 64	65+	Total	<45	45 à 64	65+
	%							
Ensemble des ménages	**38,7**	**43,5**	**33,9**	**32,8**	**46,5**	**49,9**	**45,1**	**42,0**
Mode d'occupation								
Locataire	47,6	51,9	42,3	36,6	54,4	57,3	56,7	42,5
Propriétaire avec hypothèque	34,6	35,6	32,3	36,2	46,1	45,0	46,1	61,2
Propriétaire sans hypothèque	31,2	35,6	29,9	30,2	37,9	37,9	36,4	39,7
Genre de ménage								
Personnes seules	44,4	53,6	41,1	35,5	51,5	57,6	53,7	44,0
Couples mariés seulement	33,3	38,5	29,0	31,5	42,2	44,6	42,3	40,0
Couples avec enfants non mariés seulement	36,8	39,5	31,7	27,8	43,3	46,1	39,0	42,5
Couples avec autres personnes apparentées ou non	36,7	39,8	35,7	26,3	43,1	44,2	41,9	44,3
Familles monoparentales	51,0	61,7	41,8	29,6	55,4	60,1	54,5	36,8
Autre, avec personnes apparentées	35,9	44,0	30,4	31,2	45,6	48,9	44,3	41,4
Autre, avec personnes non apparentées	46,9	45,1	64,5	36,5	49,8	52,0	48,1	38,0
Revenu du ménage*								
Moins de 20 000 $	56,6	75,5	61,1	42,6	65,7	79,3	74,8	47,6
20 000 $ à 34 999 $	48,1	59,4	45,4	31,5	55,1	65,7	58,9	41,4
35 000 $ à 49 999 $	40,2	46,2	34,3	22,4	50,2	51,1	52,9	41,8
50 000 $ à 74 999 $	32,5	36,6	27,1	13,7	42,7	45,3	41,0	36,2
75 000 $ à 99 999 $	24,1	25,3	24,4	5,1	34,0	36,0	33,0	23,3
100 000 $ et plus	16,2	19,1	14,9	0,5	22,9	22,5	23,1	24,2
Dépenses liées aux études								
Non	37,4	43,5	33,6	32,9	45,1	48,7	44,8	41,9
Oui	40,4	43,5	34,3	31,7	48,4	50,7	45,6	43,1

Sources : Enquête sur les dépenses des familles, 1982; Enquête sur les dépenses des ménages, 2001
** En dollars de 2001.*

Sources des données et définitions

L'analyse est fondée sur l'**Enquête sur les dépenses des familles** (EDF) de 1982, menée en février et mars 1983, et l'**Enquête sur les dépenses des ménages** (EDM) de 2001, menée de janvier à mars 2002. Comme un intervalle de près de 20 ans sépare les deux enquêtes, certains changements observés dans les habitudes de dépenses pourraient être attribués aux modifications des concepts, du contenu et des méthodes d'enquête. Dans l'un et l'autre cas, on a mené des interviews sur place et on a utilisé un échantillon en grappes stratifié à plusieurs degrés sélectionné à partir de la base de sondage de l'Enquête sur la population active, qui exclut les résidents d'établissements institutionnels tels que les maisons de soins infirmiers, les hôpitaux et les pénitenciers ainsi que les personnes vivant dans les territoires ou les réserves indiennes. Cependant, certaines différences importantes persistent. En premier lieu, l'EDF, une enquête périodique jusqu'en 1996, comprenait 641 questions comparativement à 425 pour l'EDM, qui est menée chaque année depuis 1997. En deuxième lieu, des méthodes différentes ont été employées pour calculer les coefficients de pondération finaux des estimations de population, et des systèmes beaucoup plus automatisés ont été utilisés pour l'EDM. Pour plus de renseignements, voir Statistique Canada (1984, 2000 et 2003).

Ces enquêtes ont servi à recueillir des données sur les dépenses et le revenu de tous les ménages privés des 10 provinces. L'unité de ménage qui dépense est définie comme étant un groupe de personnes qui vivent dans le même logement et qui dépendent d'un revenu commun ou mis en commun pour les dépenses principales, ou une personne financièrement indépendante vivant seule. Comme la composition d'un ménage peut varier au cours d'une année, la prise en compte de ménages pour une partie de l'année et de ménages pour l'année entière aurait entraîné une distorsion de certaines comparaisons. Par conséquent, l'analyse ne porte que sur les ménages pour l'année entière ainsi que sur leur composition et les caractéristiques de leur logement au 31 décembre liées aux détails sur les dépenses effectuées et le revenu touché durant les années civiles 1982 et 2001. Les échantillons utilisables comprenaient 10 938 ménages pour 1982 et 15 899 ménages pour 2001.

Ménage : Personne ou groupe de personnes occupant un logement. Le nombre de ménages est, par conséquent, égal au nombre de logements occupés. Le ménage pour l'année entière comprend au moins un membre pour toute l'année, tandis que le ménage pour une partie de l'année est composé entièrement de personnes qui en ont été membres une partie de l'année seulement.

Chef ou personne repère : Malgré certaines différences, les deux concepts sont utilisés ici comme synonymes. Les données de 1982 sont classées selon l'âge du chef du ménage et les données de 2001, selon l'âge de la personne repère. Le mari est traité comme étant le chef de famille dans les familles composées d'un couple marié avec ou sans enfants, de même que le parent dans les familles monoparentales et, habituellement, la personne la plus âgée dans toutes les autres familles. Par contre, la personne repère a été choisie par le membre répondant du ménage comme étant la personne qui est le principal soutien économique du ménage. En outre, cette personne doit avoir été membre du ménage au 31 décembre de l'année de référence. Le chef ou la personne repère peut être un homme ou une femme.

Mode d'occupation du logement : Les ménages sont classés selon le mode d'occupation ou de propriété du logement en trois groupes : locataires, propriétaires sans hypothèque et propriétaires payant une hypothèque.

Dépenses au chapitre du logement : Les données sur cette composante ne sont pas comparables. En 1982, elles comprenaient les intérêts hypothécaires sur une résidence ou une maison de villégiature alors que le capital était inclus sous la rubrique « variations nettes des actifs et des dettes ». En 2001, cette composante comprenait des renseignements sur les versements hypothécaires réguliers (capital et intérêts).

Revenu du ménage avant impôt : Somme des revenus avant impôt et autres déductions reçus durant l'année civile de référence par tous les membres du ménage. Les sources de revenu comprennent entre autres les traitements et salaires, le revenu net d'un emploi autonome, le revenu de location et de placements, les transferts gouvernementaux (prestations d'a.-e., prestation fiscale pour enfants, crédits pour TPS, crédits d'impôt provinciaux, assistance sociale, Sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti, prestations du RPC ou du RRQ), les régimes de retraite privés et d'employeur, les bourses d'études, la pension alimentaire et les versements pour le soutien d'un enfant. Le revenu en nature, les profits aléatoires et les gains et pertes en capital sont exclus.

Revenu disponible : Revenu avant impôt moins l'impôt sur le revenu fédéral et provincial moins les primes et cotisations versées au chapitre des composantes se rapportant à la sécurité (p. ex., l'a.-e., l'assurance-vie, le RPC ou le RRQ et d'autres régimes de pension liés au travail publics et privés). Les cotisations aux régimes enregistrés d'épargne-retraite ne sont pas traitées comme une composante de la sécurité.

Dépenses recueillies : À quelques exceptions mineures, l'enquête comprend les dépenses pour tous les produits et services reçus durant l'année civile de référence. Toutes les dépenses attribuables à une entreprise possédée en propre sont exclues. Par contre, les taxes telles que la TPS, les taxes de vente provinciales, les droits et les droits de douane et d'accise sur tous les biens et services achetés sont incluses dans les dépenses.

Dépenses totales : Somme des dépenses au chapitre de la consommation courante de biens et services, de l'impôt sur le revenu fédéral et provincial versé, des cotisations aux régimes de sécurité, ainsi que des dons et contributions.

Consommation courante (également appelée **dépenses de consommation totales**) : Comprend les dépenses relatives aux grandes composantes, soit l'alimentation, le logement, l'entretien ménager, l'ameublement et l'équipement ménager, les vêtements, le transport, la santé, les soins personnels, les loisirs, le matériel de lecture et autres imprimés, l'éducation, les produits du tabac et les boissons alcoolisées, et les dépenses diverses (y compris les cotisations syndicales et les jeux de hasard). Pour une ventilation détaillée de ces composantes, voir Statistique Canada (2003).

Ceux qui dépensent et ceux qui épargnent : Aux fins d'analyse, les ménages sont classés en deux groupes : ceux dont les dépenses totales excèdent le revenu sont classés dans le groupe de ceux qui dépensent, et ceux dont les dépenses sont égales ou inférieures au revenu sont classés dans le groupe des épargnants. Cette classification ne veut certainement pas donner à penser que le premier groupe était plus extravagant ou dépensait de façon plus frivole que le deuxième, ou qu'il n'avait pas d'épargnes ou de richesses. Cet écart statistique, fondé sur le revenu total et les dépenses totales durant les années de référence, vise simplement à permettre d'examiner les deux groupes selon le cycle de vie, à comparer leurs habitudes de dépenses et à souligner tout changement survenu au fil du temps.

Données en dollars constants : Pour éliminer l'effet de l'inflation ou des hausses des prix au fil du temps sur la consommation, toutes les dépenses et tous les revenus sont indiqués en dollars de 2001. Bien que les prix de tous les biens et services en 1982 n'aient peut-être pas augmenté au même rythme que l'indice d'ensemble des prix à la consommation, l'utilisation d'un seul facteur de conversion simplifie l'analyse.

Dépense moyenne par article : Deux moyennes sont utilisées, soit la moyenne globale et celle pour les déclarants seulement. Les tableaux 2 et 3 sont fondés sur les moyennes globales.

effectivement le cas. Toutefois, entre 1982 et 2001, la proportion de ceux qui dépensaient s'est accentuée dans toutes les tranches de revenu.

En 1982, 57 % de tous les ménages dont le revenu était inférieur à 20 000 $ se classaient dans la catégorie de ceux qui dépensaient, comparativement à 16 % des ménages ayant un revenu de 100 000 $ et plus. En 2001, ces proportions avaient crû, passant respectivement à 66 % et à 23 %.

Chez ceux qui dépensaient, l'écart entre les dépenses et le revenu s'est accentué dans toutes les tranches de répartition du revenu. À l'extrémité supérieure de l'échelle, les ménages qui dépensaient touchant un revenu de 100 000 $ et plus ont dépensé 11 % de plus que leur revenu en 1982, comparativement à 15 % en 2001. L'excédent correspondant des dépenses sur le revenu était plus important dans le cas des ménages dont le revenu était inférieur à 20 000 $, passant de 34 % en 1982 à 54 % en 2001.

Croissance des dépenses dans les années de préretraite

Une approche axée sur le cycle de vie fournit un cadre utile pour l'examen des dépenses des ménages. Selon cette approche, la vie d'un ménage est divisée en trois étapes :

1. Emprunt : les ménages nouvellement formés empruntent pour investir en eux-mêmes (études, formation) en prévoyant que leur revenu augmentera.
2. Accumulation : les ménages épargnent une partie de leur revenu excédentaire en prévision de la retraite.
3. Retraite ou désépargne : les ménages puisent dans leurs épargnes pour financer leur consommation plus tard dans la vie.

Les ménages sont classés selon trois catégories correspondant approximativement à ces trois étapes, selon l'âge de la personne repère : moins de 45 ans, de 45 à 64 ans et 65 ans et plus.

En 1982, la proportion de ceux qui dépensaient a atteint un sommet de 44 % chez les ménages comprenant une personne repère de moins de 45 ans, a baissé pour passer à 34 % chez ceux comprenant une personne repère de 45 à 64 ans et s'est maintenue à 33 % chez les ménages constitués de personnes âgées. Il n'y a pas de hausse apparente de la désépargne après 65 ans puisque les prestations des régimes de pension publics et privés représentent un revenu pour les ménages individuels mais correspondent essentiellement à une désépargne au macroniveau[3]. En outre, les dépenses irrégulières au chapitre d'articles de prix unitaire élevé comme les voitures font entrer « dans le rouge » chaque année un certain pourcentage des ménages qui accumulent des économies. Compte tenu de ces facteurs, le modèle de cycle de vie standard fournit une interprétation raisonnable des données de 1982.

En 2001, la courbe du cycle de vie s'est aplanie considérablement à mesure que la proportion de ceux qui dépensaient a augmenté pour tous les groupes d'âge, la plus forte hausse s'observant à l'étape de l'accumulation, au cours de laquelle la proportion est passée à 45 % comparativement à 34 % en 1982. La propension aux dépenses supérieures au revenu a augmenté, passant à 42 % pour les ménages de personnes âgées et à 50 % pour les ménages plus jeunes. L'évolution des taux d'intérêt et des conditions en matière de crédit semble donc avoir accentué les dépenses au cours du cycle de vie, mais particulièrement chez les ménages approchant de la retraite ou déjà à la retraite.

La composition du ménage est un autre élément du cycle de vie qui entre en cause dans l'équilibre entre les épargnes et les dépenses. En 1982 et en 2001, environ la moitié des personnes seules et des familles monoparentales étaient de ceux qui dépensaient. Toutefois, la proportion des couples mariés se joignant au groupe de ceux qui dépensaient a grimpé de manière significative au fil du temps.

L'investissement dans les études doit également être pris en considération. Les frais des études postsecondaires ont fortement augmenté au cours des années 1990, entraînant la possibilité d'un plus grand recours à l'emprunt pour financer les études. En effet, le pourcentage des ménages ayant des dépenses liées aux études des enfants ou d'autres membres qui ont dépensé un montant supérieur à leur revenu est passé de 40 % en 1982 à 48 % en 2001.

Enfin, l'accession à la propriété suit aussi une courbe au cours du cycle de vie, la location étant plus courante chez les jeunes, suivie de l'accession à la propriété avec une hypothèque, puis de la libération de l'emprunt hypothécaire. Au cours de l'une et l'autre période, la proportion de ceux qui dépensaient a baissé le long de cette courbe, mais elle a également augmenté au fil du temps pour chaque groupe. La plus forte augmentation chez ceux qui dépensaient est survenue parmi les propriétaires payant une hypothèque, qui sont passés de 35 % à 46 %.

Les revenus plus élevés des épargnants associés à des impôts sur le revenu plus élevés

Malgré des dépenses moyennes très semblables, les profils de ceux qui dépensent et de ceux qui épargnent diffèrent (tableau 2). En 1982, ceux qui dépensaient ont consacré 80,7 cents de chaque dollar dépensé aux dépenses personnelles de consommation courante, 12,8 à l'impôt sur le revenu, 3,6 aux régimes de sécurité et 2,9 aux dons et contributions[4]; la ventilation correspondante pour ceux qui épargnaient était de 71,4, 20,6, 4,9 et 3,1. Les épargnants ont consacré nettement moins d'argent aux dépenses de consommation courante, mais davantage à l'impôt en raison de leur revenu plus élevé.

Vingt ans plus tard, les dépenses de consommation des deux groupes avaient fléchi tandis que leurs dépenses relatives à l'impôt et à la sécurité avaient augmenté. Sur une augmentation d'un dollar des dépenses, ceux qui dépensaient ont consacré 74 cents à la consommation et 25 cents à l'impôt et aux régimes de sécurité, par rapport à 57 cents et 43 cents pour les épargnants.

Ceux qui dépensent consomment nettement plus

Bien que les dépenses totales des ménages qui dépensent et de ceux qui épargnent soient assez semblables, ceux qui dépensent consomment en réalité nettement plus que ceux qui épargnent (tableau 3). Ce phénomène tient à la définition normalisée de la consommation, selon laquelle on soustrait des dépenses totales les impôts sur le revenu, les dépenses au chapitre des régimes de sécurité (p. ex., les cotisations au RPC ou au RRQ et celles d'a.-e.) ainsi que les dons et les contributions à des organismes de bienfaisance. Comme les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes de sécurité sont plus élevés pour les épargnants, une plus petite partie de leurs dépenses sont consacrées à la consommation. En moyenne, ceux qui dépensaient ont consommé pour 39 000 $ de biens et services en 1982, ce qui représente 15 % de plus que les 33 900 $ qu'y ont consacrés ceux qui épargnaient. Entre 1982 et 2001, en raison de la plus forte augmentation du revenu des ménages qui épargnaient, leur consommation a augmenté plus rapidement que celle des ménages qui dépensaient (12 % contre 7 %). Néanmoins, ceux qui

Tableau 2 : Revenu et dépenses de ceux qui dépensaient et de ceux qui épargnaient

		Âge de la personne repère							
		Ceux qui dépensaient				Ceux qui épargnaient			
	Ensemble des ménages	Total	<45	45 à 64	65+	Total	<45	45 à 64	65+
1982					$				
Revenu moyen	51 390	41 340	44 970	45 100	20 180	57 740	62 510	65 330	32 750
Dépenses moyennes	47 800	48 300	51 950	53 230	24 980	47 490	52 930	52 960	24 390
					%				
Consommation	75,0	80,7	80,4	79,4	87,6	71,4	71,5	69,7	76,6
Impôt sur le revenu	17,6	12,8	13,6	13,0	4,7	20,6	21,1	21,8	14,2
Sécurité	4,4	3,6	3,8	3,7	1,9	4,9	5,3	5,1	1,9
Dons et contributions	3,0	2,9	2,1	3,9	5,8	3,1	2,1	3,4	7,3
2001					$				
Revenu moyen	56 840	43 970	45 290	49 610	29 040	68 050	73 930	80 120	35 360
Dépenses moyennes	55 340	53 760	55 540	59 920	36 580	56 710	62 380	66 220	29 030
					%				
Consommation	71,7	77,6	78,0	76,0	81,2	66,9	66,8	64,9	74,9
Impôt sur le revenu	20,8	15,7	15,6	17,0	11,8	25,0	25,6	26,2	17,9
Sécurité	5,4	4,6	5,0	4,9	1,8	6,1	6,4	6,8	2,2
Dons et contributions	2,1	2,2	1,5	2,1	5,1	2,0	1,2	2,1	4,9

Sources : Enquête sur les dépenses des familles, 1982; Enquête sur les dépenses des ménages, 2001
Nota : Tous les montants en argent sont en dollars de 2001.

dépensaient ont continué de consommer plus que ceux qui épargnaient, soit 10 % de plus en 2001 (41 700 $ par rapport à 37 900 $).

Les voitures font passer ceux qui dépensent « dans le rouge »

La plus grande différence sur le plan des habitudes de consommation entre les ménages qui dépensent et ceux qui épargnent s'observe au chapitre des dépenses de transport, principalement l'achat de voitures. En 1982, les ménages qui dépensaient ont déboursé 43 % de plus en matière de transport que les ménages qui épargnaient. En 2001, l'écart était passé à 54 %. Ces différences étaient attribuables à une dépense moyenne pour l'achat d'une voiture de 9 900 $ en 1982 et de 15 200 $ en 2001 pour ceux qui dépensaient, comparativement à 6 400 $ et à 9 000 $ pour ceux qui épargnaient. En 2001, environ un cinquième de ceux qui dépensaient et de ceux qui épargnaient ont pris une voiture en location ou à bail, ce qui correspondait à une dépense moyenne d'environ 3 000 $[5].

Les dépenses de logement représentaient l'autre différence importante entre les ménages qui dépensaient et ceux qui épargnaient en 1982 (8 800 $ contre 8 000 $), mais l'écart s'était considérablement rétréci en 2001. Ceux qui dépensaient ont aussi systématiquement fait des dépenses plus importantes que les épargnants, dans une moindre mesure toutefois, au chapitre de l'ameublement et de l'équipement ménager, des loisirs, de l'éducation ainsi que des produits du tabac et des boissons alcoolisées.

Tableau 3 : Répartition des dépenses

	1982		2001	
	Dépensaient	Épargnaient	Dépensaient	Épargnaient
	$ de 2001			
Alimentation	7 390	7 310	6 060	6 470
Logement	8 830	8 010	10 620	10 340
Entretien ménager	2 190	2 010	2 520	2 560
Ameublement et équipement ménager	1 930	1 620	1 720	1 480
Vêtements	3 110	2 840	2 310	2 340
Transport	7 120	4 970	9 060	5 870
Santé	950	920	1 390	1 350
Soins personnels	900	850	930	950
Loisirs	2 480	2 040	3 430	3 240
Matériel de lecture et autres imprimés	280	280	260	280
Éducation	380	300	960	780
Produits du tabac, boissons alcoolisées	1 800	1 480	1 340	1 230
Divers	1 620	1 270	1 110	1 050
Consommation totale	**38 970**	**33 890**	**41 700**	**37 920**
Impôt sur le revenu	6 160	9 810	8 430	14 190
Sécurité	1 750	2 330	2 450	3 460
Dons et contributions	1 420	1 460	1 170	1 140
Dépenses totales	**48 300**	**47 490**	**53 760**	**56 710**
Revenu total avant impôt	**41 340**	**57 740**	**43 970**	**68 050**
	%			
Alimentation	15,3	15,4	11,3	11,4
Logement	18,3	16,9	19,8	18,2
Entretien ménager	4,5	4,2	4,7	4,5
Ameublement et équipement ménager	4,0	3,4	3,2	2,6
Vêtements	6,4	6,0	4,3	4,1
Transport	14,7	10,5	16,9	10,3
Santé	2,0	1,9	2,6	2,4
Soins personnels	1,9	1,8	1,7	1,7
Loisirs	5,1	4,3	6,4	5,7
Matériel de lecture et autres imprimés	0,6	0,6	0,5	0,5
Éducation	0,8	0,6	1,8	1,4
Produits du tabac, boissons alcoolisées	3,7	3,1	2,5	2,2
Divers	3,4	2,7	2,1	1,8
Consommation totale	**80,7**	**71,4**	**77,6**	**66,9**
Impôt sur le revenu	12,8	20,6	15,7	25,0
Sécurité	3,6	4,9	4,6	6,1
Dons et contributions	2,9	3,1	2,2	2,0
Dépenses totales	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Sources : Enquête sur les dépenses des familles, 1982; Enquête sur les dépenses des ménages, 2001
Nota : Tous les montants en argent sont en dollars de 2001.

Évolution des habitudes d'achat semblable pour ceux qui dépensent et ceux qui épargnent

Le jeu des forces économiques et du marché s'est traduit par des changements semblables dans les habitudes d'achat des ménages qui dépensent et de ceux qui épargnent. Les deux groupes ont dépensé davantage en 2001 pour le logement, l'entretien ménager, le transport, la santé, les soins personnels, les loisirs, l'éducation, l'impôt sur le revenu et les régimes de sécurité, et moins pour l'alimentation, l'ameublement et l'équipement ménager, les vêtements, le matériel de lecture et autres imprimés, les produits du tabac et les boissons alcoolisées, les articles divers de même que les dons et contributions[6].

Conclusion

Entre 1982 et 2001, le revenu avant impôt moyen des ménages canadiens est passé de 51 400 $ à 56 800 $ (11 %), tandis que leurs dépenses sont passées de 47 800 $ à 55 300 $ (16 %). Non seulement les dépenses ont-elles augmenté plus que le revenu, mais les ménages ont aussi consacré une part relativement plus importante de leur revenu à l'impôt sur le revenu (fédéral et provincial) et aux cotisations aux régimes de sécurité (p. ex., sous forme de retenues au chapitre de l'a.-e., du RPC ou du RRQ, et d'autres régimes de pension publics et privés), réduisant la part disponible pour les dépenses personnelles de consommation et l'épargne.

Parallèlement, les ménages ont augmenté leur endettement quant aux hypothèques et à la consommation. La dette par habitant a doublé au cours des deux décennies. Par conséquent, la proportion des ménages dont les dépenses étaient supérieures au revenu s'est accrue, passant de 39 % en 1982 à 47 % en 2001. En général, les ménages qui dépensaient étaient plus jeunes et touchaient un revenu relativement plus faible. Ils étaient également plus susceptibles d'être locataires ou propriétaires payant une hypothèque. Les épargnants, dont les revenus étaient relativement plus élevés, payaient généralement plus d'impôts et versaient des sommes plus importantes en matière de régimes de sécurité.

Entre 1982 et 2001, la proportion de ceux qui dépensaient a augmenté dans toutes les tranches de revenu et à toutes les étapes du cycle de vie. La fréquence des dépenses supérieures au revenu du ménage a augmenté davantage dans le groupe des 45 à 64 ans. En outre, une proportion croissante des ménages constitués de personnes âgées se sont joints à ceux qui dépensaient.

Les ménages qui dépensaient avaient des niveaux de dépenses semblables à ceux des ménages qui épargnaient, mais des revenus considérablement inférieurs. Déduction faite des dépenses au chapitre de l'impôt et des régimes de sécurité, les ménages qui dépensaient ont affiché des niveaux de consommation courante beaucoup plus élevés. Ils ont consommé légèrement plus que les épargnants dans plusieurs catégories, mais la principale différence s'observe dans les dépenses liées à l'achat d'automobiles. Ces ménages ont dépensé des milliers de dollars de plus par an pour l'achat de voitures.

L'incidence des achats de voitures laisse supposer une composante transitoire dans la répartition entre ceux qui dépensent et ceux qui épargnent. Au cours d'une année donnée, un certain nombre de ménages qui sont des épargnants à long terme peuvent, lors de l'achat d'une voiture (ou d'un autre article coûteux), emprunter suffisamment pour passer « dans le rouge ». Cette composante n'est pas négligeable. En 2001, le prix d'achat d'une voiture était supérieur au montant net qu'il ajoutait à la dette des ménages dans le cas de 7 ménages qui dépensaient sur 10. Néanmoins, les ménages qui dépensent affichent une plus forte propension à consommer par rapport à leur revenu et dans une vaste gamme de biens et services. Or, un nombre croissant de ménages entrent dans cette catégorie.

Les faibles taux d'intérêt et le crédit facile influent sans aucun doute sur la propension des ménages à emprunter, alors que la dette des ménages continue d'augmenter pour atteindre des niveaux sans précédent par rapport à leur revenu disponible. Toutefois, pendant qu'ils accumulaient cette dette, les ménages ont également vu leur valeur nette s'accroître de manière soutenue. Par conséquent, selon les estimations tirées du SCN, le ratio de la dette à l'actif des ménages s'est maintenu dans une fourchette étroite de 16 % à 19 % au cours des 14 dernières années. Cela explique un autre facteur lié à l'augmentation de la consommation, soit la hausse récente de la valeur des maisons. Selon des études de la Banque du Canada (Macklem, 1994; Pichette et Tremblay, 2003), la hausse de la valeur nette du logement a un effet positif sur les dépenses de consommation[7]. Ainsi, étant donné que les valeurs de revente ont augmenté du tiers au cours des cinq dernières années, il n'y a pas lieu de s'étonner que les propriétaires soient confiants au sujet de leurs finances et de leur capacité de dépenser.

Cette consommation soutenue par l'endettement et la croissance économique qui y est liée peuvent être menacées. Une baisse soudaine du marché de l'habitation ou une hausse soudaine des taux d'intérêt pourraient renverser la situation. D'autre part, des économies accrues dans les secteurs des sociétés et des administrations publiques, comme l'a récemment démontré le Système de comptabilité nationale, viennent atténuer quelque peu les risques associés au secteur des ménages. Les administrations publiques et la Banque du Canada peuvent également appliquer des politiques fiscales ou monétaires afin de réduire l'incidence des perturbations cycliques.

Il est intéressant de souligner que la plus forte propension à consommer des groupes plus âgés pourrait aider à contrebalancer un risque économique à plus long terme. Les prévisions à long terme qui supposent des habitudes de dépenses plus traditionnelles au cours du cycle de vie associent le vieillissement de la population, notamment la retraite des membres de la génération du baby-boom, à une baisse de l'activité économique. Si les membres de cette génération peuvent accumuler suffisamment de richesse pour maintenir leurs habitudes de consommation, les perspectives à long terme pourraient être un peu plus positives.

Notes

1 Le taux d'inflation en 1982 était de 10,9 % comparativement à 2,6 % en 2001, et le taux d'escompte, qui est un taux directeur, était de 13,96 % comparativement à 4,31 %. Le taux d'escompte, qui est établi par la Banque du Canada, a une incidence non seulement sur le taux d'intérêt payé par les ménages sur les prêts personnels, les hypothèques, les lignes de crédit et les autres prêts à la consommation, mais également sur le rendement de leurs épargnes et placements.

2 Les acheteurs d'une première maison ne sont pas nécessairement responsables de l'ensemble de cette dette hypothécaire; elle inclut la dette de ceux qui ont peut-être réhypothéqué leur maison et utilisé l'argent à des fins commerciales, d'investissement ou de consommation.

3 Selon le Système de comptabilité nationale, les prestations de retraite et les retraits d'un REER représentent une désépargne, ce qui reflète davantage le modèle du cycle de vie. Ainsi, les épargnants âgés, dont les données sont établies selon leur revenu total déclaré dans l'Enquête sur les dépenses des ménages, peuvent être plus judicieusement considérés comme des ménages de personnes âgées ayant un flux monétaire positif.

4 Les enquêtes de 1982 et de 2001 traitaient quelque peu différemment les dons. Le questionnaire de 1982 comprenait une catégorie distincte pour les dons, alors qu'en 2001, on demandait aux répondants de les inclure dans la catégorie pertinente (meubles, jouets, etc.), à l'exception des vêtements. Cela crée un faible biais vers le haut de la consommation personnelle en 2001 par rapport à 1982.

5 Comme des données distinctes sur les dépenses au chapitre de la prise en location ou à bail d'automobiles ou d'autres véhicules n'ont pas été saisies en 1982, il convient d'interpréter cette inférence avec prudence. Les moyennes figurant ici se rapportent uniquement aux déclarants.

6 Les ménages aux États-Unis ont également dépensé moins pour l'alimentation et les vêtements en 2000 qu'en 1990; comme leurs homologues au Canada, ils ont dépensé relativement plus pour le logement, le transport et la santé. Pour plus de détails, voir Weiss (2002).

7 La plus-value des actifs financiers avait aussi un effet positif — quoique beaucoup moindre — sur les dépenses de consommation.

Documents consultés

HARCHAOUI, Tarek M., et Faouzi TARKHANI. « La transformation des dépenses de consommation », *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001-XIF au catalogue de Statistique Canada, juin 2004, édition en ligne.

MACKLEM, Tiff. *Wealth, disposable income and consumption: Some evidence for Canada*, Ottawa, Banque du Canada, 1994, rapport technique n° 71.

PICHETTE, Lise, et Dominique TREMBLAY. *Are wealth effects important for Canada?*, Ottawa, Banque du Canada, 2003, document de travail n° 30.

STATISTIQUE CANADA. *Dépenses des familles au Canada, 1982*, n° 62-555-XPB au catalogue, Ottawa, 1984.

---. *Note destinée aux anciens utilisateurs des données de l'Enquête sur les dépenses des familles*, n° 62F0026MIF-00002 au catalogue, Ottawa, 2000.

---. *Les habitudes de dépenses au Canada, 2001*, n° 62-202-XIF au catalogue, Ottawa, 2003.

WEISS, Michael J. « Inconspicuous consumption », *American Demographics*, avril 2002, vol. 24, n° 4, p. 30 à 39.